



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

29 avril 2016

A l'approche du 1^{er} mai, les mouvements syndicaux ont été au centre de l'attention des journaux parus ce jour. La presse malgache a relayé l'information selon laquelle la demande d'autorisation à manifestation, déposée par la plateforme syndicale dénommée « Afo syndical », a reçu une réponse favorable auprès de la Commune urbaine d'Antananarivo et de la Préfecture de police. Par ailleurs, l'interpellation faite par le groupement de syndicats à l'endroit des responsables étatiques au sujet de la généralisation de la corruption au sein de l'administration publique a également intéressé les journaux.

Politique interne

CONFERENCE DES BAILLEURS ET FEUILLES DE ROUTE DES MINISTERES : LE PRESIDENT CONVOQUE UN CONSEIL DES MINISTRES SPECIAL

L'Exécutif s'est réuni, hier, pour un conseil des ministres spécial, au palais d'Etat d'Iavoloha. A cet effet, tous les membres du gouvernement dirigé par Olivier Mahafaly Solonandrasana ont été présents lors de l'événement organisé en vue de la préparation de la conférence des bailleurs, prévue se tenir dans le courant du mois de mai ; et de la définition d'une feuille de route pour chaque ministère. En effet, il est prévu que les membres du gouvernement se succèdent ce jour, au cours d'une conférence qui se tiendra à l'Hôtel Colbert, pour présenter leurs programmes respectifs pour les trois mois à venir. (L'Express de Madagascar p.3 ; Midi Madagasikara p.3)

- *L'Express de Madagascar suppose, au vu de la « conjoncture tourbillonnante » affublant Solonandrasana Olivier et son équipe, que le conseil d'hier devait être l'occasion pour l'Exécutif d'élaborer une stratégie de bataille pour apaiser les tensions. (p.3)*

LES SYNDICATS INTERPELLENT LES AUTORITES ETATIQUES

Les syndicats, en l'occurrence le Syndicat Général maritime de Madagascar, l'AFO Sendikaly; le Syndicalisme et vie des sociétés ainsi que la Confédération syndicale des Travailleurs malgaches ; sont montés au créneau. A travers un communiqué de presse sorti hier, ces syndicalistes dénoncent la mauvaise gouvernance des régimes successifs. Outre le traitement discriminatoire dont ils se disent être victimes, les membres de ce mouvement fustigent la suppression du ministère du Travail, qui traduit selon eux « la non-considération du citoyen travailleur ». Dans la foulée, ils dénoncent le traitement discriminatoire entre les fonctionnaires et réclament de ce fait, l'application de l'alignement indiciaire qui date de 2010. D'ailleurs, cette iniquité entre les agents de l'administration serait à l'origine de la généralisation de la corruption au sein de l'appareil administratif, argumentent ces syndicats. Afin de pallier au « mauvais traitement » que subissent les travailleurs, ils exigent la mise en place d'une protection sociale fiable et d'un nouveau Code de la prévoyance sociale. Enfin, toujours dans le cadre de ces revendications, une marche qui prendra le départ devant la Bibliothèque nationale jusqu'au Stade annexe de Mahamasina, sous le slogan : « Travailleurs et travailleuses malagasy, levez-vous pour vos droits ! », se tiendra le 1^{er} mai prochain. (Midi Madagasikara p.2) En effet, ce mouvement a déjà reçu l'aval de la

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Commune urbaine d'Antananarivo sous réserve que les manifestants ne bloquent pas la circulation routière. (**Madagascar Matin p.3**).

- En même temps, suite à une réunion qui s'est tenue, hier, entre la Commune Urbaine d'Antananarivo et l'Organe Mixte de Conception (OMC) regroupant les forces de l'ordre et la Préfecture de police, le mouvement « Afo sendikaly » s'est vu autoriser l'accès au stade d'Alarobia en vue de la célébration du 1^{er} mai, Journée internationale du Travail. En effet, la plateforme a déposé une demande à la CUA de tenir son rassemblement à la Place de la Démocratie située à Ambohitatovo, demande qui a reçu l'aval de la CUA. Cependant, pour des raisons de sécurité, l'Adjoint du Préfet de police, Fidèle Rafidison a demandé à la Commune de revenir sur sa décision et d'affecter les manifestations à Alarobia. Suite à cette nouvelle décision, la plateforme « Afo sendikaly » ne s'est pas encore prononcée, mais a toutefois signalé que ce revirement a chamboulé son programme. (**Les Nouvelles p.3**)
- **Les Nouvelles** n'ont pas manqué de faire remarquer que « pour la première fois dans le cadre de la célébration du 1^{er} Mai, l'événement sera en ordre dispersé ». Face à cette réalité, le quotidien opine que « les syndicalistes ne savent plus à quel saint se vouer » (**p.3**)
- **Madagascar Matin** déplore que les syndicalistes aient besoin de demander l'autorisation pour pouvoir s'exprimer. Le quotidien opine qu'une telle situation n'existe nulle part ailleurs dans le monde. (**p.3**)

Economie et société

SUR LE REDRESSEMENT DE LA COMPAGNIE AIR MADAGASCAR

Suite aux déclarations faites par le ministre du Tourisme, Roland Ratsiraka laissant entendre que la meilleure solution pour la compagnie Air Madagascar serait la privatisation, le Premier ministre a répliqué, hier, que la priorité est de trouver des solutions appropriées. Il n'est donc pas question de céder la compagnie à une société privée, dans la mesure où le plan de redressement opéré par les dirigeants de la société est toujours d'actualité. Enfin, le Chef du gouvernement a sollicité toutes les parties prenantes à se donner la main afin d'atteindre cet objectif de redressement. (**L'Express de Madagascar p.7 ; Madagascar-Laza p.2**)

- De l'avis de Rado Rabarilala, leader syndical actuellement en grève, si la privatisation est inéluctable, celle-ci devrait se faire en toute transparence. (**Madagascar-Laza p.7**)
- **Tia Tanindrazana** estime, pour sa part, que la contradiction entre les propos tenus par le ministre du Tourisme et par le Premier ministre sont la preuve d'un défaut d'organisation au sein du gouvernement. (**p.3**)

LOI SUR LES GRANDES MINES : REVUE A LA HAUSSE DE L'INVESTISSEMENT-PLANCHER

Le projet de Loi sur les grandes mines sera soumis au Parlement lors de la prochaine session. Les dispositions devraient rester les mêmes que celles contenues dans l'avant-dernière version dudit texte, sauf en ce qui concerne le seuil d'éligibilité des investissements. En effet, si dans les dispositions actuellement en vigueur, le montant-plancher des investissements bénéficiaires du régime spécial est de 26 millions de dollars, celui-ci passe à 250 millions de

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



dollars dans le Code minier révisé. (L'Express de Madagascar p.9)

- **L'Express de Madagascar** met en exergue le caractère inopportun de la révision du Code minier, en relayant les propos de la Chambre des mines. L'entité soutient notamment que le changement du texte ne fera qu'empirer la situation des investisseurs qui font, actuellement, face à des difficultés. (p.9)
- De son côté pourtant, le ministre auprès de la Présidence en charge des Mines et du Pétrole, Zafilahy Ying Vah a mis en exergue, en marge de son entretien avec le directeur général de la compagnie pétrolière OMV, les efforts déployés par son département en vue de l'amélioration de l'environnement des affaires, afin d'attirer les investisseurs du secteur extractif. (Midi Madagasikara p.4)

LANCEMENT DU « TRIPARTITE FREE TRADE » : UN MARCHÉ COMMUN POUR METTRE FIN A LA FRAGMENTATION COMMERCIALE

Le COMESA (Marché Commun de l'Afrique australe et orientale), la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe) et l'EAC (Communauté d'Afrique de l'Est) vont mettre en place un marché commun de libre-échange d'ici le mois de juin prochain. Ce projet intitulé « Tripartite free trade » (TFT) a pour objectif de mettre en place un cadre à des tarifs douaniers préférentiels, en vue de faciliter la circulation des biens et des marchandises. Ainsi, le marché regroupera 26 pays africains dont Madagascar ; et représentera plus de 58% de l'activité économique en Afrique. Pour rappel, la mise en place du marché intervient suite aux deux Sommets qui se sont respectivement tenus en 2008 et en 2011, à Kampala et à Johannesburg. (Madagascar-Laza p.2)

Relations internationales

UNION EUROPEENNE : CELEBRATION DE LA SEMAINE DE L'EUROPE

Si la Journée de l'Europe est célébrée chaque année à la date du 9 mai, la Représentation diplomatique de l'Union européenne à Madagascar entend dédier une semaine entière en vue de célébrer la commémoration de la Déclaration de Schuman. L'ambassadeur, Chef de délégation de l'Union européenne à Madagascar, SEM Antonio Sanchez-Benedito organisera ce jour une conférence de presse pour donner de plus amples précisions sur la célébration de la Semaine de l'Europe. Une occasion pour lui de parler des relations entre Madagascar et l'Union européenne, notamment dans les domaines politique, économique et social. (Madagascar-Laza p.2)

50^{EME} ANNIVERSAIRE DES RELATIONS ENTRE LE VATICAN ET MADAGASCAR

Une délégation de l'Eglise Catholique Apostolique Romaine (ECAR) à Madagascar a rencontré le Président Hery Rajaonarimampianina, hier, au palais d'Iavoloha. Au centre des discussions figurent la célébration de la 50^{ème} année des relations entre le Vatican et Madagascar. Ainsi, les représentants de l'ECAR ont présenté les activités prévues, à savoir la visite dans la Grande Ile du secrétaire d'Etat du Saint-Siège, Monseigneur Pietro Parolin en janvier 2017. Ce fut aussi l'occasion pour ces hauts dirigeants de l'ECAR de souligner l'investissement de l'Eglise Catholique dans le pays, à travers notamment l'éducation et la santé. (Midi Madagasikara p.3 ; Les Nouvelles p.3 ; L'Observateur p.4)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Foyer de tension

MANIFESTATIONS A MANAKAMBAHINY : LA JIRAMA CIBLEE

Une manifestation s'est tenue à Manakambahiny, hier. Les habitants de ce quartier se sont insurgés contre le remplacement du transformateur qui approvisionne tout le quartier en électricité. Avertis de l'arrivée de l'équipe de la Compagnie d'approvisionnement en eau et en électricité (JIRAMA), les habitants se sont réunis dans la matinée afin d'empêcher la désinstallation de l'appareil qu'ils considèrent comme leur bien. Pour ce faire, les manifestants ont bloqué l'entrée du bâtiment où est installé l'appareil. Face à la situation, les agents de la JIRAMA ont dû faire appel aux forces de l'ordre, qui se sont déplacés en masse sur les lieux. Après quelques minutes de bousculades entre les riverains et les éléments de la gendarmerie, la JIRAMA a finalement pu récupérer le transformateur qui fut de suite installé à Isotry. (**L'Express de Madagascar p.10**) En effet, le transformateur du quartier de Manakambahiny a servi pour remplacer celui d'Isotry, qui a pris feu lundi dernier. D'après les explications de Feno Randrianarison, responsable de la communication au sein de la JIRAMA, le transformateur de Manakambahiny a été le seul transformateur compatible au tour de relais d'Isotry. Aussi, sur un ton apaisant, le responsable a rassuré que le tour de Manakambahiny s'est vu doté d'un nouveau matériel. (**La Vérité p.9**)

Un peu d'humour



Les Nouvelles p.2

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

